

L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté

par

*Jean-Luc Dubois et Isabelle Droy**

Résumé

La réduction de la pauvreté est devenue un objectif prioritaire des politiques publiques. Le suivi de cette pauvreté comporte deux composantes : l'une statique et descriptive pour identifier et décrire les différentes formes de pauvreté, l'autre dynamique et temporelle afin d'en comprendre et suivre les évolutions. L'aspect multidimensionnel de la pauvreté, et les substitutions possibles entre ses différentes formes, rendent la recherche et le suivi des facteurs explicatifs assez complexe. Des instruments d'investigation, combinant approches quantitatives et qualitatives sont nécessaires, pour observer sur la durée, des groupes de population caractérisés par leur degré de pauvreté. Les observatoires répondent à ces exigences : ils produisent de l'information analysée en continu pour un ensemble d'utilisateurs, en s'appuyant sur une structure autonome qui effectue une observation permanente de la situation et des comportements d'une population donnée. On distingue alors deux grandes familles d'observatoires : les "observatoires de synthèse", qui rapprochent des informations de sources et de nature différentes autour d'une thématique donnée, et les "observatoires de terrain" qui, comme les observatoires ruraux de Madagascar, recueillent des données sur des panels de populations ciblées. Ce nouvel instrument nécessite cependant, pour atteindre sa maturité, un approfondissement méthodologique : il faut en améliorer la représentativité et éviter la trop forte complexification face à l'accroissement des besoins en information.

Abstract

Poverty reduction is one of the major objectives of the current public policies. Monitoring poverty is twofold : (i) a static component aims at identifying and characterising the various forms of poverty, and (ii) a dynamic component aims, in a comprehensive way, at understanding their evolutions. The multidimensional aspect of poverty, and substitutions occurring among the various dimensions, make the search of the poverty determinants quite difficult. New investigation tools combining quantitative and qualitative approaches are then required to investigate poverty groups over large periods. For this objective, the "observatory" appears to be an appropriate monitoring tool: based on an independent structure collecting permanently information on specific population groups, it produces regular data on the situation and behaviour of these groups, for a set of users. One may distinguish among to types of "observatories" : the "synthetic observatory" gathering diverse information from various sources for a specific thematic objective, and the "field observatory" which, as in the Malagasy case, collects panel data on rural peculiar population. This efficient investigation tool needs, however, methodological input to improve its statistical represensativity and to be kept simple as information requirement is increasing with its functioning.

* Jean-Luc Dubois et Isabelle Droy sont chercheurs à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Jean-Luc Dubois est économiste au Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement (C3ED) de l'Université de Versailles St Quentin en Yvelines (UVSQ), Isabelle Droy est géographe au Centre d'Economie du Développement (CED) de l'Université Montesquieu Bordeaux IV.

Sommaire

1.	Introduction	1
2.	Le suivi de la pauvreté et les approches méthodologiques correspondantes	1
1.	<i>La nécessité de suivre la pauvreté</i>	1
2.	<i>Les besoins en information correspondants</i>	2
3.	<i>Les conséquences en termes méthodologiques</i>	3
3.	Les réponses apportées par l'observatoire	4
1.	<i>Un instrument particulier ou un système d'investigation ?</i>	5
2.	<i>Les caractéristiques des observatoires</i>	5
4.	Le réseau des observatoires ruraux à Madagascar	6
1.	<i>Le contexte ayant abouti à la création des observatoires ruraux à Madagascar</i>	7
2.	<i>Structure et fonctionnement des observatoires ruraux</i>	8
3.	<i>Une innovation, la naissance d'un réseau</i>	10
3.	Les limites des observatoires	10
1.	<i>L'épineuse question de la représentativité</i>	11
2.	<i>Le risque d'une complexification croissante</i>	11
3.	Conclusion	12
	Références bibliographiques	13

1. Introduction

L'accent mis actuellement dans le monde sur la réduction de la pauvreté comme objectif prioritaire des politiques publiques impose de savoir qui sont les pauvres, sous quelles formes se manifeste la pauvreté et comment elle évolue dans le temps. Face à de tels besoins d'information, il existe déjà une panoplie d'instruments d'investigation. Celle-ci comprend les enquêtes quantitatives spécialisées sur le budget et la consommation des ménages qui sont essentiellement orientées vers la mesure du niveau de vie¹, mais aussi les enquêtes sur les conditions de vie élaborées dans le cadre des projets LSMS² et Dimensions sociales de l'ajustement (DSA)³ qui intègrent nombre de variables qualitatives. Il faut lui rajouter des instruments d'investigation proprement qualitatifs, apparus de façon plus récente, comme les MARP, les entretiens de groupes focalisés, les récits de vie, les enquêtes biographiques, etc. qui font appel à la participation des enquêtés pour élaborer l'information. Ils permettent de mieux saisir la perception par les populations des situations de pauvreté, de leurs origines et causes et, souvent, des propositions pour en sortir (Dubois 1996a).

Mais décrire les caractéristiques des pauvres ou les causes des situations de pauvreté ne suffit pas. Encore faut-il en appréhender les évolutions et retracer les modifications dans les formes de pauvreté, ainsi que les entrées ou les sorties apparaissant pour telle ou telle forme de pauvreté. Mais ceci demande de concevoir des instruments d'investigation particuliers qui soient capables de cibler certains groupes sociaux, plus vulnérables que d'autres, d'appréhender l'ensemble des caractéristiques de leur situation, de mettre en valeur les facteurs explicatifs

¹ Parfois intégrées au sein d'un système d'enquêtes comme ce fut le cas pour le PADEM : Programme Africain d'enquête auprès des ménages, composante africaine du NHSCP (National Household Survey Capability Program) lancé par les Nation-Unies en 1975.

² Initié en 1980 par la Banque Mondiale, le Living Standard Measurement Survey (LSMS) a permis de recueillir des informations sur le niveau et les conditions de vie des ménages (y compris la pauvreté) dans une trentaine de pays.

³ Programme implanté en Afrique entre 1987 et 1992, s'inspirant de l'approche du LSMS, mais préconisant un système de 3 enquêtes : prioritaire, intégrale et communautaire, pour mesurer l'impact des programmes d'ajustement, puis des politiques macroéconomiques, sur le niveau et les conditions de vie des ménages.

de cette situation et des évolutions possibles.

Vis à vis de ces objectifs, les observatoires semblent apporter, parmi la panoplie des instruments d'investigation actuellement disponibles, l'une des réponses les plus adaptées, même si ce ne sont pas les seuls instruments qu'il est possible d'envisager. Pour s'en convaincre, on examinera, d'une part, les besoins en information et les approches méthodologiques qu'imposent le suivi de la pauvreté et, d'autre part, la façon dont les observatoires paraissent apporter une réponse relativement pertinente.

2. Le suivi de la pauvreté et les approches méthodologiques correspondantes

Suivre la pauvreté impose de recueillir des informations sur ses manifestations et sur son évolution auprès de certains groupes de population. Ceci demande d'utiliser des méthodes d'observation et de mesure spécifiques, qui varient selon les différentes formes de pauvreté observées. Ces méthodes pouvant être combinées pour concevoir des instruments d'investigation particuliers.

On examinera donc, en premier lieu, ce qu'implique, en termes conceptuels, le suivi de la pauvreté. Ensuite, on examinera les besoins d'information qui en résultent. Enfin, on rapprochera les démarches méthodologiques de ces besoins d'information.

1. La nécessité de suivre la pauvreté

La réduction de la pauvreté est de plus en plus affirmée comme un objectif prioritaire des politiques publiques. L'évaluation du niveau de cette pauvreté et le suivi de son évolution dans le temps sont nécessaires afin de voir si les mesures mises en œuvre pour l'atténuer ont un effet sur elle. Le terme général de " suivi " de la pauvreté recouvre de multiples objectifs : une composante statique et descriptive de la situation courante et une composante temporelle et dynamique, dont on cherche le plus souvent les facteurs explicatifs qui permettent, notamment, de mesurer l'impact des interventions.

Le problème devient plus complexe lorsqu'on admet que la pauvreté se manifeste sous diverses formes et dans différentes dimensions. Sous la forme de flux d'accessibilité à travers le niveau de vie (accès à un revenu et donc un emploi générateur de revenu)

ou les conditions de vie (accès à certaines consommations alimentaires, à l'eau, à la santé ou à l'éducation, à un logement, etc.) ou sous la forme de stock de potentialités (capital physique, financier, humain, social) (Sen 1993). Et cela au sein des différentes dimensions : économique (niveau de vie, condition de vie), sociale (exclusion sociale), culturelle (identité), politique (participation) ou éthique (normes et valeurs).

En effet, au problème de l'évolution quantitative de la pauvreté, s'ajoute celui des substitutions qualitatives entre les différentes manifestations de la pauvreté. Ainsi, on peut voir se réduire la pauvreté monétaire, de revenu ou de consommation, parallèlement à un accroissement de la pauvreté de conditions de vie : une situation observée au Cameroun depuis 1994, alors que l'inverse s'était passé entre 1986 et 1994, et qui peut s'expliquer par le décalage dans les manifestations des différentes formes de pauvreté en période de croissance, ou de crise et d'appauvrissement. La pauvreté monétaire résultant de la baisse de revenu peut entraîner une non-scolarisation des enfants et donc une pauvreté de conditions de vie. Et, à terme, l'arrêt de l'accumulation de capital éducatif mettra ces enfants en situation de pauvreté de potentialités (Dubois et Amin 2001).

On peut donc vouloir se cantonner à la seule pauvreté monétaire, exprimée par une insuffisance de revenu et de consommation, caractériser les pauvres par un seuil de pauvreté et regarder comment évolue le nombre de pauvres, c'est à dire l'incidence de la pauvreté, dans le temps (Ravallion 1992). Face à ce seuil, on peut comptabiliser les entrées et sorties dans la pauvreté monétaire.

Mais on peut aussi considérer que la pauvreté est plus que monétaire et tenir compte des aspects de manques à travers les conditions de vie et des aspects de capitalisation de toutes sortes à travers les potentialités. De même, on peut généraliser cette démarche à l'ensemble des dimensions de la pauvreté autre qu'économique (PNUD 1997, Banque mondiale 2000). Dans ce cas, outre le problème de la mesure de la pauvreté dans ses différentes dimensions, se pose aussi le problème des substitutions possibles entre ces diverses dimensions.

Le suivi de la pauvreté, dans sa composante dynamique et temporelle, pose ainsi la double question de la mesure des évolutions de chaque dimension, en hausse comme en baisse, mais aussi celui de la substitution entre les différentes dimensions.

2. Les besoins en informations correspondants

Pour simplifier, on peut donc considérer que le suivi de la pauvreté impose de satisfaire à trois objectifs : la description des différentes formes que prend la pauvreté au sein de certaines catégories de population, l'évolution de cette pauvreté avec, notamment, les entrées et les sorties au travers des différentes formes, et la mise en valeur des facteurs explicatifs de ces évolutions.

Décrire les différentes formes de pauvreté

Pour satisfaire au premier objectif, on caractérise les différentes formes de la pauvreté à partir d'indicateurs : indicateurs monétaires sur la base d'un seuil de pauvreté (incidence, intensité, inégalité chez les pauvres), indicateurs socio-économiques retraçant le niveau des manques dans différents domaines d'analyse comme l'éducation (taux d'alphabétisation ou de scolarisation), la santé (taux de mortalité ou de morbidité), l'accès à l'eau, etc., indicateurs retraçant les niveaux de capital physique (matériel : équipement ou financier : crédit...), humain (capital éducatif : nombre d'années effectuées, capital santé : espérance de vie, vaccinations, nutrition) ou social (réseau de sociabilité, appartenance à des associations).

Sur cette base, sont considérés comme pauvres ceux qui sont en dessous d'un seuil de pauvreté, ceux qui souffrent de manques particuliers ou qui n'ont pas accès à un certain potentiel. Mais cette approche économique de la pauvreté peut être complétée par l'introduction d'autres dimensions : sociale (exclusion sociale), culturelle (reconnaissance des identités), politique (participation), éthique, etc., à condition toutefois de les définir avec précision et de trouver des indicateurs pertinents pour les caractériser.

Ces indicateurs permettent donc de déterminer ceux qui sont pauvres (Lachaud 1998a). Il faut ensuite les caractériser pour voir à quelles catégories de population ils appartiennent. On s'appuie pour cela sur des critères géographiques (urbain et rural, quartiers et régions, villages et villes), démographiques (sexe du chef de ménage, taille de la famille) et socioéconomiques (activités, statut professionnel, niveau d'étude, etc.). Une localisation qui peut être complétée par un repérage précis sur le terrain de façon à pouvoir mieux caractériser les ménages correspondants.

Suivre l'évolution de la pauvreté

Le fait d'étudier l'évolution de la pauvreté, qui correspond au deuxième objectif de production d'information, permet de mettre en valeur les périodes où celle-ci se réduit et celles où elle s'accroît, traduisant des dynamiques d'appauvrissement. Cette évolution est retracée par les indicateurs précédents et concerne toutes les formes possibles de pauvreté. On peut ainsi voir certaines formes de pauvreté se développer plus rapidement que d'autres et faire ressortir des interactions entre les différentes formes, par exemple, monétaire, de conditions de vie et de potentialités.

La mesure de cette évolution pose la question essentielle des entrées "dans" et des sorties "hors" de la pauvreté, quelque soit la forme de pauvreté envisagée. Certes, on peut considérer que toute baisse de l'intensité de la pauvreté ou de l'inégalité parmi les pauvres traduit une certaine réduction de la pauvreté, mais c'est surtout à travers la baisse de l'incidence que l'on remarque la diminution de la pauvreté : autrement dit, à travers le nombre de personnes qui sortent de la pauvreté. A l'inverse, un appauvrissement sera reflété par une augmentation des entrées dans la pauvreté. Dans la réalité, on constate qu'il existe des mouvements permanents d'entrées et de sorties vis à vis de la pauvreté, c'est donc sur la base de l'étude du solde correspondant que l'on pourra conclure. Ceci demande, cependant, de suivre pendant une certaine durée le même groupe d'individus ou de ménages, sous forme de panel, et de retracer les évolutions correspondantes au moyen de matrices d'entrée-sortie (Herrera 2000).

Rechercher les facteurs explicatifs de la pauvreté

Pourquoi certaines catégories de population sont-elles pauvres, sont-elles tombées dans la pauvreté ou bien ont réussi à s'en sortir ? La recherche des facteurs explicatifs de la pauvreté exprime ce troisième objectif de production d'information (Lachaud 2000). Sur cette base, elle permet d'évaluer l'impact des mesures mises en œuvre pour réduire la pauvreté et introduit l'étude de la vulnérabilité face aux chocs extérieurs. Certains des facteurs explicatifs sont repérables de façon objective en raison de leur dimension géographique (région d'enclavement), économique (type d'activité) ou sociale (statut social), d'autres demandent de faire appel à la perception subjective des populations intéressées pour pouvoir être déterminés

3. Les conséquences en termes méthodologiques

La prise en compte de ces objectifs dans la production de l'information implique un certain nombre de conséquences méthodologiques pour son observation, sa mesure et, plus généralement, l'analyse des données. On peut regrouper ces conséquences autour de quatre thèmes :

- la prise en compte de la durée et la notion de permanence qu'elle implique,
- la catégorisation des populations selon le degré de pauvreté et la notion de ciblage qui en résulte,
- la nécessité de combiner des démarches différentes, d'ordre qualitative et quantitative,
- les procédures d'analyse à mettre en œuvre.

Observer dans la durée

Tout d'abord, il est certain que ce n'est que dans la durée que l'on peut percevoir les évolutions, c'est à dire toute modification dans la situation des ménages, les changements dans les comportements, mais aussi tout phénomène nouveau, dont l'émergence résulte de l'innovation.

En termes d'analyse, la prise en compte de la durée combine l'analyse statique de la pauvreté, plutôt descriptive, à une analyse dynamique à dominante explicative. L'estimation de modèles économétriques permet de mesurer les changements dans les comportements et de tester les raisons de ces changements. Il se pose néanmoins le problème de la précision de ces mesures qui dépend, non seulement des tailles d'échantillon requises, mais aussi de la fréquence d'apparition des phénomènes retracés par les indicateurs ou de l'importance de leurs variations pendant une période donnée.

Plus généralement, le fait de compter sur la durée pour comprendre l'évolution des formes de pauvreté débouche rapidement sur la nécessité d'une permanence de l'observation et de la mesure. Si au début, on tend à préconiser des systèmes de collecte à périodicité régulière (par exemple enquêtes à passages répétés), on s'oriente vite vers des systèmes d'investigation permanents. Or, la réalisation de ces derniers est grandement facilitée si une structure stable se met en place, en termes de localisation, d'équipements ou de personnel de collecte et d'analyse d'information. D'autant qu'une telle

structure peut, ensuite, s'adapter et innover en fonction de l'évolution des demandes d'information.

Classer par groupes selon le degré de pauvreté

Le second thème, concerne la catégorisation des populations selon leur degré de pauvreté. Ceci est nécessaire, non seulement pour distinguer entre pauvres et non-pauvres selon un certain nombre de critères, mais aussi pour déterminer les catégories les plus susceptibles de tomber dans la pauvreté. Pour la pauvreté monétaire, on effectue cette catégorisation au moyen de seuils de pauvreté, qui délimitent pauvres et non-pauvres, ou de quintiles de revenu, ou de consommation, qui découpent la population selon le niveau de vie. Pour les autres formes de pauvreté, la démarche consiste à combiner plusieurs indicateurs traduisant des manques et à retenir ceux qui souffrent le plus de ces manques.

Dans tous les cas, on peut cependant caractériser les populations de ces catégories à l'aide de différents critères d'ordre géographique, démographique, économique ou sociaux. Ce qui demande, naturellement que les informations correspondantes soient recueillies.

Il est aussi nécessaire de distinguer entre une approche objective de la pauvreté, basée sur le recueil d'indicateurs classiques, et une approche subjective de la pauvreté évaluée à partir de la perception des individus. Par exemple, en termes monétaires, la pauvreté objective sera déterminée par la consommation mesurée alors que la pauvreté subjective sera évaluée par des questions sur le revenu souhaité ou sur le bien-être ressenti par le ménage. Dans tous les cas des seuils de pauvreté pourront être construits sur cette base (seuils de Leyde dans le cas de la pauvreté subjective) (Herpin et Verger 1997).

La difficulté majeure pour la classement en groupe vient de la combinaison des différentes formes de pauvreté. S'il est possible de définir des catégories de pauvres pour chaque dimension considérée, ces catégories ne se recoupent que partiellement pour définir un noyau dur de pauvres cumulant l'ensemble des handicaps de pauvreté. La part des individus souffrant d'un ou de plusieurs handicaps est bien plus large que le seul noyau dur de pauvreté (Banque mondiale 2000, Lachaud 2000).

Cependant, l'analyse de ces résultats facilite l'énoncé de recommandations pour la mise en place d'interventions auprès des catégories de ménages correspondants. En effet, elle permet en préconisant des domaines d'intervention particuliers de cibler ces interventions sur les catégories de population pauvres

concernées.

Combiner des approches qualitatives et quantitatives

Il est donc nécessaire de combiner des approches différentes, qualitatives et quantitatives, pour mieux appréhender la diversité des formes de pauvreté. La distinction entre ces deux approches est essentielle, car chacune joue un rôle complémentaire dans la compréhension de la pauvreté. Alors que l'approche quantitative est plus orientée vers la mesure des phénomènes observés (et donc de leur importance), les approches qualitatives vont mettre en valeur les causalités et les facteurs explicatifs correspondants. Cela se joue au niveau de l'observation, puisque les premières vont faire appel à des enquêtes concernant le revenu ou la consommation alors que les secondes s'appuieront sur des monographies incluant des récits de vie, des entretiens qualitatifs sur les aspirations ou perceptions des populations, la recherche d'informations à travers la consultations d'archives, obtenant alors des information qualitatives voire textuelles (Mucchielli 1996)

Il en résulte la nécessité de traiter des données venant de différentes sources et pouvant être de nature différente. Ce qui demande de faire appel à des techniques particulières : économétrie qualitative, analyse de données textuelles, analyse exploratoire des données et techniques de "data mining", etc.

Les procédures d'analyse

Le calcul des indicateurs demande la mise au point d'algorithmes de calcul souvent complexes pour tenir compte de la diversité des situations rencontrées et pour permettre une comparabilité entre régions, catégories de ménages, etc. Ainsi, par exemple, pour déterminer le seuil de pauvreté, on se base sur distribution du revenu ou de la consommation par tête dont le calcul demande non seulement de tenir compte de toutes les sources de revenus et types de dépenses (y compris l'autoconsommation, l'autofourniture et les échanges en nature valorisés), mais aussi de la taille et de la composition de la famille (problème d'échelles d'équivalence) et des différences de prix entre régions (problème de parité de pouvoir d'achat et d'indices des prix régionaux) (Ponty 1998). Le fait de considérer la pauvreté absolue (référence à un panier de consommation minimal) plutôt que la pauvreté relative (référence à un pourcentage de population ou une part du revenu moyen ou médian) ajoute à cette complexité.

En conclusion, les objectifs de production d'information relatifs au suivi de la pauvreté font qu'un certain nombre de méthodes d'observation, de mesure ou d'analyse devront être mis en œuvre pour s'assurer du recueil des informations nécessaires au calcul des indicateurs et variables intervenant dans les divers algorithmes de calcul ou modèles de comportements (Lachaud 1998b). Ces méthodes sont toujours testées et affinées pour s'ajuster au mieux à la réalité socioéconomique qu'elles sont censées observer ou mesurer et ainsi permettre le recueil, puis la production d'une information de qualité.

On peut donc maintenant, dans une deuxième partie, se demander dans quelle mesure les observatoires ont la capacité de reprendre à leur compte ces aspects méthodologiques et donc d'apporter une solution appropriée au problème de la production d'informations relatives au suivi de la pauvreté (Perkette et Monod 1998).

3. Les réponses apportées par l'observatoire

Il faut donc trouver le système d'investigation qui soit capable de recueillir les informations nécessaires à la description des différentes manifestations de la pauvreté, à leurs évolutions correspondantes et à la mise en valeur des facteurs explicatifs de ces évolutions. L'analyse des données recueillies permet de répondre aux préoccupations de divers utilisateurs : des décideurs chargés de mettre en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté, des responsables de la société civile, des informateurs, des chercheurs, etc. (Aho 1998).

L'une des conséquences méthodologiques de ces objectifs concerne la nécessité de combiner approches qualitatives et quantitatives afin de recueillir l'information requise pour étudier la pauvreté. Cette combinaison nous amène à introduire le concept "d'investigation" qui traduit mieux le fait de recueillir des informations de toutes sortes au moyen d'instruments différents.

1. Un instrument particulier ou un système d'investigation ?

Le concept "d'investigation" présente l'avantage d'être plus englobant que celui d'enquête, qui est trop souvent ramené à la seule approche quantitative et statistique. En effet, à travers le terme d'investigation, on considère toute démarche méthodologique relevant des informations sur un phénomène donné. L'investigation fait alors appel à différents "instruments d'investigation" pour recueillir, en premier lieu, des informations décrivant une situation ou un phénomène en action de manière qualitative, puis, pour mesurer en second lieu, son importance quantitative.

Chaque instrument permet ainsi de réaliser certains des objectifs de production d'information et demande, pour sa mise en œuvre effective, de faire appel à autant de méthodes d'investigation. Ces dernières recouvreront les méthodes de relevés (périodicité ou durée), la sélection des échantillons (de façon raisonnée ou aléatoire), le choix de la population de référence, etc. Si l'on combine, dans le temps et dans l'espace, plusieurs instruments d'investigation on débouche sur un "système d'investigation", de la même manière que l'articulation de plusieurs enquêtes spécifiques débouche sur un système d'enquêtes (comme dans le cas du PADEM ou des enquêtes DSA).

Le fait de se référer à l'investigation, plutôt qu'à l'enquête, permet donc d'élargir le champ de vision en ce qui concerne l'observation et la mesure du phénomène de la pauvreté (Mullon et Piron 1998). On dépasse la seule référence aux enquêtes, qui deviennent des instruments d'investigation parmi d'autres, et on inclut des instruments qualitatifs comme les récits de vie, l'observation participante ou même la consultation d'archives. Il en résulte qu'aux terminologies habituelles d'enquêtes, de méthodes d'enquête et de systèmes d'enquêtes, on peut dorénavant substituer ceux d'instruments d'investigation, de méthodes d'investigation et de systèmes d'investigation.

Par définition, le système d'investigation intègre un large éventail de possibilités puisque sa composition peut aller de l'enquête la plus simple, légère et peu spécifique, à une combinaison de multiples instruments, quantitatifs comme qualitatifs. Ceci lui permet de recueillir une variété d'informations de toutes sortes et de répondre ainsi de manière efficace aux objectifs de production préalablement définis.

Or le suivi de la pauvreté et les objectifs de production de l'information qui en découlent imposent

de combiner approches qualitative et quantitative au sein d'un même système d'investigation, afin de percevoir l'évolution, puis de la mesurer, enfin de l'expliquer. Autrement dit, le suivi même de la pauvreté nécessite un instrument ou système d'investigation qui puisse recueillir et traiter des informations de diverses sortes. C'est dans ce contexte que l'observatoire prend toute son importance.

2. Les caractéristiques des observatoires

Un concept ancien, des applications nouvelles

Le concept "d'observatoire" vient de l'astronomie dont il a hérité des méthodes de base : la durée et ciblage de l'observation, l'effet télescopique ou de *zoom*, la permanence de la structure, etc..

Il est apparu sous l'Antiquité aux environs de 3.000 av. J-C. en Mésopotamie, en ancienne Egypte, en Inde et en Chine, à une époque où astrologie et astronomie étaient intimement liées. C'est au début du 20ème siècle que l'on trouve les premières expériences de suivi systématique de certaines catégories de population avec des objectifs d'abord démographiques, puis médicaux. Cependant, le terme d'observatoire appliqué aux sciences sociales ne commence à se répandre dans la langue française qu'à la fin des années 60 et concernant l'économie plutôt dans les années 70.

On distingue actuellement trois grandes catégories d'observatoires qui sont associées aux trois milieux physique, naturel et social. Les observatoires socio-économiques observent le milieu humain alors que les observatoires du milieu naturel ciblent des populations animales, comme les observatoires sur l'élevage, ou des productions agricoles comme la banane. Quant à ceux du milieu physique, ils relèvent des informations hydrologiques, météorologiques, sismiques, etc. Il arrive cependant que certains observatoires recueillent, de manière hybride, des informations tant sur le milieu naturel que social. C'est le cas, par exemple, des observatoires de la pêche qui mettent l'accent sur les mouvements pélagiques tout comme sur le comportement des pêcheurs. (Clignet 1998).

Les caractéristiques propres aux observatoires

Les caractéristiques communes à l'ensemble des observatoires sont les suivantes : une "observation permanente", en s'appuyant sur une "structure autonome" de la situation et des comportements d'une

"population donnée" afin de produire "une information analysée" à un ensemble "d'utilisateurs". On trouve là cinq exigences opérationnelles : la permanence de l'observation, la structure autonome, le ciblage, la production d'information variée, un réseau d'utilisateurs. Lorsqu'elles sont prises ensemble, ces exigences caractérisent l'observatoire socio-économique de manière unique, lui conférant toute son originalité.

On remarque néanmoins que ce sont les caractéristiques de "permanence", de "ciblage" et "d'information analysée" qui sont garantes de la spécificité, c'est à dire de l'essence même de l'observatoire. En effet, sans la permanence de l'observation, on retombe sur des méthodes de relevés ponctuelles, ou tout au plus répétées comme le font couramment les enquêtes. Sans ciblage, on ne peut approfondir la connaissance d'une population donnée et on retombe sur les méthodes d'enquête représentatives de l'ensemble d'une population. Quant à la production d'information analysée, elle traduit le fruit de la combinaison des approches qualitatives et quantitatives lors de l'observation et de la mesure des phénomènes étudiés (Piron 1996).

Des méthodologies spécifiques

Il en découle certaines méthodologies propres aux observatoires en tant que systèmes d'investigation et qui concernent : l'échelle des objectifs, la chaîne de production et la combinaison qualitatif - quantitatif.

"L'échelle des objectifs" vient du fait que l'observatoire focalise sur une thématique particulière et cible sur la catégorie de population correspondante. Ainsi, un observatoire aura pour objectif l'étude des conditions de vie des producteurs de vanille (ou des planteurs de café arabica) et dans ce cadre recueillera des informations sur le revenu et la consommation, les contraintes de production, la commercialisation, etc.. D'autres observatoires peuvent avoir des objectifs plus larges : observatoire sur la pauvreté, sur le développement humain, etc.. Ceci dénote la présence d'une relation englobante entre objectifs qui s'emboîtent à la manière des poupées russes avec au niveau le plus large, les observatoires sur le développement humain ou sur l'environnement. A un niveau intermédiaire, on trouve les observatoires sur les conditions de vie (Maroc), sur le changement social (Cameroun, Bénin), sur la pauvreté (Mali), sur les conflits, etc. A un niveau inférieur, sont situés les observatoires sur l'emploi (Côte d'Ivoire), sur la démographie (Sénégal), sur la sécurité alimentaire (Mauritanie), les transports, l'habitat, et ainsi de suite. Cette relation exprime tout simplement le degré de

ciblage de l'observatoire à la manière d'un télescope ou d'un effet de zoom.

La "chaîne de production" fournit l'information analysée et la diffuse aux utilisateurs. Dans les enquêtes, la chaîne de production est fortement standardisée (échantillonnage, choix de méthodes d'observation, élaboration de questionnaire, structure de personnel, etc.), et suit toujours les mêmes principes quelques soient les enquêtes. Par contre, pour l'observatoire, la chaîne de production peut varier selon les caractéristiques de l'observatoire (degré de ciblage, type de données recueillies). Elle se rapprochera de celle des enquêtes dans le cas d'observatoires comportant comme unique instrument d'investigation une enquête périodique, elle s'en éloignera s'il faut simplement synthétiser des informations venant de sources différentes (enquêtes quantitatives, monographies) et dans des formes différentes : données numériques (issues d'enquêtes quantitatives), alphanumériques (entretiens qualitatifs), données textuelles (récits de vie, dépouillements de journaux), synthétiques (indicateurs, rapports).

La "combinaison qualitatif – quantitatif " exprime justement la possibilité de s'appuyer sur des approches différents pour mieux comprendre et analyser un phénomène complexe comme l'est la pauvreté. Leurs finalités diffèrent : identification des facteurs explicatifs et mise en valeur des causalités dans l'approche qualitative, mesure de l'importance des phénomènes et des relations dans l'approche quantitative. De plus, elles induisent des différences méthodologiques fortes : petits échantillons vis à vis de grands échantillons, choix raisonné vis à vis de tirage aléatoire, unité types vis à vis de recherche de représentativité, généralisation d'une observation vis à vis d'extrapolation d'un résultat, etc. Il n'en demeure pas moins qu'elles sont complémentaires et en ce sens doivent être regroupées au sein d'un même système d'investigation, ce que permettent les observatoires.

4. Le réseau des observatoires ruraux à Madagascar

Un certain nombre d'observatoires sur les ménages ont été mis en œuvre ces dernières années pour traiter des conditions de vie, de l'emploi, de la pauvreté, du développement humain dans des pays en voie de développement (ODHD 1999). Citons par exemple OCISCA au Cameroun (observatoire du changement et de l'innovations social au Cameroun), l'ODHD au Mali (observatoire du développement humain durable et de lutte contre la pauvreté),

l'observatoire sur les conditions de vie au Maroc. Plus généralement en Afrique de l'Ouest, de nombreux observatoires de l'emploi et de la formation permanente ont été mis sur pied ces dernières années. Un des exemples les plus élaborés est le réseau des observatoires ruraux (ROR) de Madagascar .

Tous ces observatoires réalisent des enquêtes ciblées auprès de certaines catégories de population sur une base régulière, faisant parfois appel à une double approche quantitative et qualitative ; ils produisent ainsi périodiquement des informations selon des méthodes similaires afin de permettre des comparaisons.

1. Le contexte ayant abouti à la création des observatoires ruraux à Madagascar

L'évolution d'une problématique au sein de l'IRD

L'ORSTOM, devenu maintenant IRD, a développé dans certains pays comme Madagascar, un important corpus travaux d'anthropologie économique, de sociologie ou de géographie, comme par exemple les monographies villageoises. Ces études sont à l'heure actuelle, toujours utilisées localement par des opérateurs du développement : en effet, malgré les profonds bouleversements qu'ont connu ces sociétés depuis quelques décennies, la description minutieuse de leur fonctionnement à une époque donnée fournit certaines clés d'explication des phénomènes actuels.

Cependant, la limite de ces travaux est apparue à l'heure où le questionnement des décideurs devenait de plus en plus économique; or, les travaux de type monographique se prêtent mal à l'extrapolation nécessaire à une vision plus globale, permettant notamment de prendre des décisions de politique économique.

Une des premières réponses originales à la critique contre l'approche monographique a été la mise en place au Cameroun du projet OCISCA (observatoires du changement social au Cameroun). Il s'agissait, d'une part, d'analyser la réponse des acteurs sociaux aux politiques économiques, et plus particulièrement aux programmes d'ajustement structurel. Elle devait permettre d'identifier les raisons de leur échec. D'autre part, ce programme pluridisciplinaire se proposait d'élaborer des dispositifs de suivi dans le temps pour étudier les processus de changement (Droy et alii, 2000).

En outre, en 1992, à Madagascar, une équipe de recherche de l'ORSTOM travaillant dans le Sud Ouest de Madagascar a proposé la mise en place d'unités d'observation permanente (UOP) sur

certaines zones sur lesquelles l'équipe travaillait depuis plusieurs années. Il s'agit de "*noter avec la plus grande précision tous les changements de rythme, toutes les variations significatives subies par tous les phénomènes concernant au sens le plus large la vie économique et sociale dans la zone étudiée*" (Fauroux 1992). La période d'observation concerne en principe les 12 mois précédant l'enquête. L'approche anthropologique y est privilégiée avec notamment une analyse des crises et conflits ayant émaillé la vie sociale durant la période concernée. Pour des raisons institutionnelles, ce programme UOP n'a pu se mettre que très partiellement en place.

Un projet expérimental initié par le projet MADIO

En 1994 démarre le projet MADIO⁴, dont le principal objectif est de fournir un appui à l'analyse macro-économique au sein de l'Institut National de la Statistique. Un rapide tour d'horizon de l'état des statistiques agricoles fait ressortir les carences, voir la quasi-absence de données récentes sur le milieu rural, qui mobilise tout de même près de 80% de la population active de l'Ile. Or, les campagnes ont subi un véritable bouleversement depuis le milieu des années 80, avec la libéralisation des prix et des circuits de commercialisation, sans que l'impact de ces mesures n'ait jamais été évalué.

D'autre part, Madagascar, par ses reliefs et ses climats, présente des situations agro-écologiques très variées. La répartition de la population est aussi très inégale, ce qui conditionne des systèmes d'exploitation plus ou moins intensifs selon les régions. La prise en compte de cette diversité est indispensable pour la définition de politiques de développement rural adaptées.

La réalisation d'une enquête agricole classique ne relevant ni des moyens, ni de la vocation de MADIO, le projet a décidé d'expérimenter une méthodologie originale, à savoir la mise en place d'observatoires en milieu rural. Schématiquement, l'idée était d'illustrer certaines problématiques particulières de l'agriculture à partir de *zooms* sur des groupes de ménages ruraux "ciblés" et d'implanter un dispositif permanent afin de suivre les évolutions de certains indicateurs économiques et sociaux. Ce dispositif s'insérait en complément d'une enquête avec

une représentativité nationale, l'enquête agricole de base mise en chantier dès 1995 par le Ministère de l'Agriculture, mais qui n'a malheureusement jamais été menée à son terme.

MADIO étant un projet d'analyse macro-économique, l'orientation donnée aux observatoires est résolument plus économique que ceux d'OCISCA au Cameroun. D'autre part, tenant compte des difficultés de traitement des données rencontrées dans le cadre du projet OCISCA, une grande attention a été portée à la gestion statistique des enquêtes.

2. Structure et modes de fonctionnement des observatoires ruraux

Le ciblage pour illustrer des problématiques-clés de l'agriculture malgache

Un observatoire est donc un espace restreint, limité à quelques villages, choisi pour illustrer une des problématiques-clés de l'agriculture malgache. Sur chaque observatoire, un échantillon de 500 ménages a été tiré, réparti sur au moins deux sites, hameaux ou villages, afin de refléter la diversité régionale. Sur certains observatoires, les 500 ménages correspondent à la population totale des villages sélectionnés. Sur d'autres, ils ont été inclus dans l'échantillon par tirage aléatoire simple, après un dénombrement exhaustif des ménages. Ce choix raisonné ne peut donc prétendre à une quelconque représentativité régionale ou nationale, au sens statistique du terme. Si en termes statistiques, chaque observatoire ne "représente" que lui-même, son objectif premier est d'illustrer une problématique particulière, liée à un questionnement économique spécifique, reflétant une partie de la diversité du monde rural à Madagascar. C'est pourquoi, dans les publications les informations propres à chaque observatoire sont traitées séparément, et non agrégées⁵.

Ce questionnement spécifique est souvent impossible dans les enquêtes agricoles classiques, compte tenu de la faible taille des échantillons (au mieux, quelques milliers d'unités). Par exemple, les producteurs de vanille ne représentent qu'entre 1 et 2% des producteurs malgaches : il n'est pas possible de saisir les réactions de ces producteurs à la libéralisation de la filière par une enquête réalisée à l'échelle nationale sur un échantillon représentatif de

⁴ Le projet MADIO (Madagascar-Dial-INSTA-ORSTOM) est un projet d'appui à la réflexion macro-économique basé à la Direction générale de l'Institut National de la Statistique (Ministère de l'Économie et des Finances). La première phase a été financé de 1994 à 1999 par l'IRD (ex-ORSTOM), le Ministère de la Coopération et l'Union Européenne.

⁵ Une agrégation serait possible si on pouvait pondérer chaque observatoire en se référant à une enquête nationale agricole ; mais cette dernière ayant été abandonnée, il est pour l'instant impossible d'effectuer cette pondération.

l'ensemble des exploitations agricoles. Pourtant, la vanille est un produit stratégique pour l'économie malgache et la qualité de la vanille produite s'est dégradée ces dernières années. La question posée dans le cadre de l'observatoire est donc de savoir si les changements intervenus dans l'organisation de la filière ont modifié les choix et les comportements des producteurs.

D'autre part, la concentration géographique des zones d'intervention a des conséquences positives sur la gestion des enquêtes, dont la défaillance a souvent provoqué l'échec d'opérations statistiques en milieu rural. La modicité des coûts, la fiabilité des données (meilleur contrôle des opérations de terrain) et la réduction des délais de production des résultats sont autant d'atouts découlant de cette concentration.

Le suivi permanent d'un panel de ménages pour une vision dynamique des campagnes

Sur les observatoires, l'unité d'observation est le ménage et non l'exploitation agricole comme dans les enquêtes agricoles "classiques". Ce choix permet de saisir l'ensemble de la sphère d'activité de chaque agent. En effet, si les ménages ruraux sont dans leur grande majorité des producteurs agricoles, des éleveurs ou des pêcheurs, ils sont aussi souvent artisans, commerçants ou encore salariés agricoles. La pluriactivité est très répandue et souvent essentielle à la survie du ménage rural : l'entrée "ménage" permet d'apprécier cette pluriactivité, de distinguer les actifs concernés par les activités complémentaires, qui ne sont pas nécessairement agricoles.

L'approche ménage est aussi un atout pour comprendre la complexité des décisions qui se prennent à ce niveau, et qu'il est impossible d'appréhender correctement en partant des seules unités de production comme dans la plupart des enquêtes agricoles.

La constitution d'un panel de ménages est le meilleur moyen de rendre compte des dynamiques individuelles dans le temps. Ce panel permet le développement de certaines analyses, en particulier sur la pauvreté, avec la possibilité de cerner les conditions d'entrée ou de sortie de la pauvreté de tel ou tel groupe.

La combinaison de différents types d'approche

Les observatoires offrent la possibilité d'enrichir l'interprétation des caractéristiques et des évolutions individuelles par la mobilisation, à moindre frais, d'informations extérieures à l'enquête. Par

exemple, quand elles sont disponibles, l'utilisation des monographies villageoises (comme les études de l'ORSTOM) est particulièrement précieuse pour la compréhension de certains phénomènes.

Mais, dans l'ensemble, il y a assez peu d'informations disponibles sur les zones des observatoires. Or, l'enquête auprès des ménages ne fournit des données que sur un des deux côtés de chaque marché (demande de santé ou d'éducation, offre de produits agricoles, etc.). Mais la concentration spatiale permet de collecter grâce à une petite enquête de type communautaire, des informations sur les structures intermédiaires (centre de soins, écoles, marchés, collecteurs) et ainsi de mieux apprécier les interactions entre offre et demande.

D'autre part, l'enquête de base des observatoires ruraux permet de suivre l'évolution des prix au producteur, mais pas celle des prix à la consommation. Or ces derniers sont incontournables pour apprécier la dynamique réelle du pouvoir d'achat des ménages concernés. La mobilisation de l'indice des prix à la consommation officiel (IPC) est peu pertinente, dans la mesure où celui-ci ne concerne que les grandes villes. C'est pourquoi, dès la fin 1996, MADIO a mis en place un indice de prix à la consommation sur les observatoires ruraux (IPC-OR). Pour chaque observatoire, près de 50 produits de première nécessité font l'objet de relevés mensuels, directement sur les lieux de consommation où s'approvisionnent les ménages ruraux. L'IPC-OR peut être calculé, grâce aux pondérations spécifiques issues de l'enquête de base.

Cet indice est particulièrement utile pour les analyses sur la pauvreté car il permet d'effectuer la comparaison des niveaux et de l'évolution des prix pour chaque observatoire avec ceux de la grande ville la plus proche (mesure du "prix de l'enclavement"). On peut aussi faire la comparaison du prix de production et de consommation du riz notamment, pour estimer l'évolution de la part reversée au producteur. Enfin, il est possible de construire un indice pour déflater le revenu et la consommation rurale en valeur estimée dans l'enquête pour le calcul des lignes de pauvreté par exemple.

La production d'une information analysée...

La phase de traitement des données et la production d'analyses fait partie intégrante du cycle annuel des observatoires. Quelques mois après la fin des enquêtes, une première synthèse est présentée publiquement dans la capitale. Sur chaque observatoire, une séance de restitution présente les

principaux résultats. La population de l'observatoire, souvent très à l'écart des circuits d'information, manifeste beaucoup d'intérêt pour ces restitutions.

Une publication annuelle, "*l'aperçu de l'état des campagnes malgaches*" (MADIO, 1996 à 1999) fournit quelques mois après les enquêtes les principaux résultats des thèmes traités, ainsi que l'évolution de quelques indicateurs-clés, comme les revenus, les prix au producteur, la part de la production commercialisée ou autoconsommée. En l'absence d'enquête agricole nationale, les résultats des observatoires constituent la seule source d'information disponible sur la situation économique des producteurs ruraux, et ce, chaque année depuis leur création en 1995.

Pour un réseau d'utilisateurs travaillant à différentes échelles

Les principaux utilisateurs des résultats des observatoires sont les opérateurs du développement et les représentants des institutions malgaches et des bailleurs de fonds impliqués dans la définition des politiques de développement rural.

En raison de l'échec de la remise sur pied du système statistique agricole et de la rareté des informations primaires sur le monde rural, les attentes par rapport aux observatoires sont importantes. En particulier, les analyses issues des observatoires servent aussi bien aux décideurs qui définissent la politique de développement rural (et donc interviennent à un niveau macro) qu'à des opérateurs de projet de développement qui cherchent à évaluer l'impact de leurs interventions, localisées dans des zones spatialement circonscrites.

Les demandes des utilisateurs sont parfois contradictoires entre elles : certains veulent des données disponibles très rapidement pour intervenir éventuellement sur une région confrontée à des difficultés alimentaires, d'autres des données structurelles demandant une analyse plus complexe permettant d'orienter la politique de développement rural ou encore des analyses de l'impact des projets de développement ou des études spécifiques sur chaque observatoire en fonction des problématiques propres à chaque région etc.

Cette focalisation de la demande sur les observatoires offre des avantages, comme la mise à disposition de moyens supplémentaires pour la création de nouveaux observatoires, mais présente aussi des dangers comme la dispersion ou la croissance trop rapide par rapport aux moyens humains.

Une structure autonome

Les observatoires sont gérés par une équipe permanente au sein du projet MADIO qui lui-même est inséré dans l'INSTAT (Institut National de la Statistique). En raison de leur caractère expérimental, l'INSTAT s'est au départ très peu impliqué dans les observatoires et n'a pas intégré cette opération, comme cela a été le cas pour d'autres enquêtes conduites par MADIO (enquête emploi par exemple). Par contre, l'intérêt soulevé par cette méthodologie a conduit à la création d'un réseau d'observatoires, ce qui est une autre innovation.

3. Une innovation, la naissance d'un réseau

De 1995 à 1999, après quelques tâtonnements propre à toute innovation, la "méthodologie" des observatoires ruraux a démontré sa viabilité. Elle est passée d'une première phase expérimentale, où tout était à construire, à une phase de production courante. Les observatoires ruraux sont devenus un véritable dispositif d'investigation, avec des objectifs clairement identifiés, un calendrier, des procédures de collecte et de traitement standardisées et des équipes formées et fidélisées (Droy et Parent 1999).

Une augmentation de la demande à laquelle l'équipe de Madio ne pouvait faire face

Plusieurs bailleurs (en particulier l'Union Européenne et la Coopération Française) ont demandé à MADIO de créer de nouveaux observatoires en plus des 4 initiaux, afin d'étendre le maillage du dispositif MADIO à d'autres zones réparties sur toute l'étendue du pays, en fonction de problématiques particulières reflétant mieux la diversité des situations des campagnes à Madagascar.

Or, un observatoire exige une logistique assez lourde et des moyens humains que l'équipe de MADIO n'avait pas ou ne pouvait pas gérer, surtout à une période où l'IRD se désengageait du projet.

Restait la solution de transférer la méthodologie à d'autres opérateurs. Mais, vu les tendances centrifuges des demandes des opérateurs, il fallait s'assurer que la méthodologie soit bien respectée afin de pouvoir comparer les données d'un observatoire à l'autre. Ensuite, certaines opérations statistiques complexes doivent être traitées par des spécialistes, concentrés pour la plupart d'entre eux à MADIO ou à l'INSTAT. Une première expérience de collaboration et de transfert avait déjà eu lieu en 1996 avec un projet situé dans le Sud Est de Madagascar

mais de grandes difficultés avaient retardé la sortie des résultats.

Des observatoires mis en relation par un réseau

Progressivement, l'idée de la création d'un réseau s'est imposée. L'objectif du réseau est de s'accorder sur une démarche unique, propre au réseau. Les membres du réseau s'engagent sur une charte et les opérateurs ainsi que l'équipe de MADIO doivent respecter un cahier des charges. Les observatoires sont "labellisés" par le réseau, ce qui garantit le respect de la méthodologie.

Le réseau rassemble quatre groupes d'acteurs : l'équipe des observatoires ruraux de MADIO comme référent scientifique, l'UPDR⁶ qui assure le secrétariat technique, les opérateurs ou bureaux d'étude qui réalisent les enquêtes et les bailleurs de fonds. Il est doté d'un comité de pilotage, rassemblant des représentants des institutions malgaches, des bailleurs de fonds ou des opérateurs ayant adhéré au réseau ; ce comité suit l'ensemble des opérations et définit les orientations (choix d'analyses thématiques, labélisation de nouveaux observatoires).

Les nouveaux observatoires fonctionnent sur le modèle mis en place par MADIO, dont le rôle est d'en assurer la coordination technique (transfert de méthodologie, label de qualité, opérations statistiques complexes etc.). Le transfert des compétences vers d'autres opérateurs permet une décentralisation d'une partie des opérations.

En 2000, 15 observatoires (y compris les 4 observatoires MADIO) ont été opérationnels associant chacun un opérateur (ONG, bureau d'études ou consultants) chargé de la mise en œuvre et un bailleur de fonds qui en assure le financement⁷. Ces sites répartis à travers tout le territoire, ciblent des populations différentes et produisent des informations sur la même période selon des méthodes similaires (ROR 2000).

Nous venons de voir que les observatoires présentent, de par leurs caractéristiques propres, de nombreux avantages qui en font un instrument d'investigation pertinent pour le suivi de la pauvreté. Mais cet instrument souffre encore d'un certain

nombre de faiblesses tant conceptuelles que méthodologiques.

5. Les limites des observatoires

Une certaine ambiguïté dans la définition...

Sans doute l'ambiguïté de la terminologie vient-elle du fait que l'on retrouve au sein d'un même instrument visant au ciblage permanent à la manière d'un télescope ("observatory" et "zoom" en anglais) autant des aspects d'observation (correspondant au terme de "watch" en anglais) que de suivi ("monitoring" en anglais). On se heurte, en effet, à la question de savoir si l'observatoire peut se réduire à un simple instrument d'investigation (une seule enquête par exemple) avec les mêmes caractéristiques de permanence et de structure, ou si l'on doit plutôt le considérer comme un système d'investigation qui peut combiner différents instruments d'investigation en son sein.

La définition de l'observatoire telle que nous l'avons proposée⁸ semble pertinente lorsqu'on considère la pratique actuelle dans un certain nombre de pays. Car on y retrouve toujours, en termes méthodologiques, une confirmation des principes énoncés qui semblent immuables et propres à tous les observatoires en tant que système d'investigation (échelle d'objectifs, chaîne de production, combinaison d'approches qualitative et quantitative, etc.).

...conduisant à la création d'observatoires de nature très différente

La conséquence directe de l'ambiguïté de la définition est le regroupement sous un même terme d'observatoires de taille et d'envergure différents. On peut en effet distinguer, de façon extrême, des "observatoires de terrain" et des "observatoires de synthèse".

Les "observatoires de terrain" travaillent de manière continue sur des populations très ciblées avec peu d'instruments d'investigation (par exemple une enquête quantitative régulière et une monographie qualitative) comme à Madagascar et au Cameroun. La phase de collecte de l'information primaire mobilise

⁶ L'UPDR : Unité de Politique et de Développement Rural du Ministère de l'Agriculture est chargée de faire remonter les résultats du réseau au niveau des instances décisionnelles de la politique agricole

⁷ L'Union Européenne, la Coopération Française, la Coopération Suisse et la Coopération Allemande.

⁸ Un observatoire socioéconomique permet un recueil "permanent" d'informations sur la situation et les comportements d'une "population donnée" en s'appuyant sur une "structure autonome" afin de produire une "information analysée" disponible pour un ensemble "d'utilisateurs".

une grande partie des ressources humaines et financières affectées à ces observatoires, au détriment parfois, comme cela tend à être le cas à Madagascar, de la phase d'analyse.

Les "observatoires de synthèse" ont pour objectif de rapprocher des informations issues de sources diverses (enquêtes, entretiens qualitatifs, récits de vie, relevés administratifs, consultation d'archives) et de formes différentes (données statistiques, informations littérales, données alphanumériques, tableaux et graphiques, notes de synthèses, rapports). Ces observatoires sont ciblés sur des thématiques assez larges comme au Mali ou au Maroc. Ils peuvent faire appel à de nombreux instruments d'investigation et même comprendre en leur sein des observatoires de terrain. On rejoint bien la problématique des échelles d'objectifs, mais ceci a pour effet de définir un spectre très large de possibilités ou d'alternatives pour l'observatoire.

1. L'épineuse question de la représentativité

La "représentativité des informations" produites par l'observatoire pose de nombreuses difficultés. En fait, il faudrait là aussi parler de niveau de représentativité recherché. En effet, les observatoires sont toujours représentatifs d'une réalité donnée à un niveau donné : celui-ci peut-être local (village, ville, zone, etc.), régional (région ou milieu) ou national. Une représentativité qui, de plus, peut être statistique ou raisonnée. On rejoint encore là le fait du ciblage et de l'échelle d'objectifs retenus. La difficulté vient de la confusion qui peut exister entre une collecte représentative localement et des objectifs que l'on souhaite nationaux. Ce dilemme ne peut être que partiellement résolu par la mise en relation des observatoires sous forme de réseau, ce qui accroît la représentativité au niveau nationale, de façon raisonnée.

Mais pour obtenir une représentativité statistique nationale, il faut faire appel à d'autres systèmes statistiquement représentatifs (enquête nationale, systèmes de suivi), ou articuler le réseau d'observatoire à une enquête statistique complémentaire⁹. Il y a là source de recherche et d'innovations méthodologiques possibles.

2. Le risque d'une complexification croissante

Les difficultés de la combinaison de différentes approches

L'articulation de l'observatoire avec des instruments d'investigation déjà existants, comme d'autres systèmes d'enquête, des relevés administratifs ou des entretiens renforce la complexité du système d'investigation final à mettre en œuvre, que ce soit sous la forme d'observatoire de synthèse (par exemple au Mali), ou sous la forme de système de suivi statistique (comme au Cameroun et en Mauritanie). Cela suppose donc un niveau élevé des ressources humaines affectées à la structure des observatoires.

Les observatoires de Madagascar offrent une bonne illustration de ces difficultés. La combinaison des approches qualitatives et quantitatives est insuffisamment mise en œuvre notamment en raison des difficultés d'analyse et de traitement. On constate aussi une certaine faiblesse du recueil d'informations au niveau méso-économique¹⁰ : collectivités locales, infrastructures économiques et sociales, agents stratégiques (collecteurs, transporteurs, notables, etc.) Or, par exemple, pour comprendre le mécanisme de formation des prix des produits agricoles, il est nécessaire de décomposer les différentes étapes de mise sur le marché, du producteur (que l'on peut saisir par l'enquête annuelle), au consommateur (que l'on obtient à partir de dispositif de suivi des prix à la consommation).

Les difficultés de l'analyse

Les difficultés d'analyse ne touchent pas seulement l'articulation du qualitatif et du quantitatif. Ainsi l'analyse des dynamiques individuelles dans le temps, qui constitue un des points forts des observatoires ruraux de Madagascar, nécessite des traitements statistiques sur panels assez complexes et est donc souvent insuffisamment mise en œuvre (Wauty 1999).

⁹ Cette expérience de pondération des différents observatoires devait être tentée à Madagascar avec l'enquête agricole de base, mais malheureusement, cette dernière a échoué dès le début des opérations. Tant que cette opération n'est pas réalisée, les données des observatoires ne peuvent être agrégées.

¹⁰ Le recueil de cette information est prévue dans le protocole de chaque observatoire, notamment sous une forme monographique, mais la qualité de ces monographies reste encore assez médiocre.

L'élargissement de la demande

Dans le cas de Madagascar, les objectifs du réseau d'utilisateurs sont assez divers, ce qui provoque des tiraillements et tend à "gonfler" la demande faite aux observatoires. De plus, l'échelle des objectifs évolue : on passe progressivement d'observatoires dont l'objectif est d'analyser la réaction d'un groupe de producteurs aux réformes économiques à des observatoires qui seront des instruments de suivi de la pauvreté. Or la forme de la première génération d'observatoire n'est pas totalement adaptée à cette demande plus large, plus synthétique. La tentation est alors de rajouter des "couches" successives de modules d'enquête, rendant l'instrument plus lourd et plus complexe, plutôt que de l'ajuster à l'évolution de la demande.

La conséquence directe est que le cycle annuel de production de base est trop long, laissant trop peu de temps pour l'analyse. Or, les informations de base disponibles sont particulièrement riches et sans équivalent à Madagascar, soit pour des travaux de micro-économétrie classiques exploitant la dimension de panel, notamment pour les analyses sur la pauvreté, soit pour traiter des thèmes spécifiques et transversaux comme, par exemple, la sécurité alimentaire ou l'éducation.

6. Conclusion

Face à la nécessité de connaître et d'évaluer la pauvreté, puis de mesurer son évolution, se pose le problème de trouver des instruments qui soient les mieux appropriés à ces besoins d'information. Bien sûr, on peut songer à reprendre et modifier certains des instruments déjà existant comme par exemple les enquêtes sur le budget et la consommation des ménages, sur leur niveau et conditions de vie, etc. On peut aussi se demander dans quelle mesure, il ne serait pas nécessaire de concevoir des instruments plus innovateurs dans leur démarche et qui amèneraient en quelque sorte à changer de plan de vision (pour ne pas dire de paradigme dans la perception de la mesure).

Or avec le concept d'observatoire, on ne raisonne plus uniquement dans l'espace des systèmes d'enquête, avec ses obligations d'objectifs et ses contraintes de méthodes. On dispose d'un instrument plus stable que tout système d'enquête, qui traite l'information de manière beaucoup plus généralisée, tout en conservant plus de degrés de liberté dans les méthodes et de capacité d'adaptation en fonction des besoins. Mais cet instrument est néanmoins plus complexe à concevoir en termes de méthodologies pour ce qui concerne le choix du niveau d'objectif, de

ciblage et donc de la représentativité correspondante, la combinaison d'instruments d'investigation différents, l'établissement de la chaîne de production adéquate, la constitution de la structure de fonctionnement et des mécanismes d'adaptation, etc.

Leur mise en place s'effectue actuellement dans un certain nombre de pays (Cameroun, Comores, Bénin, Burkina-Faso, Madagascar, Mali, Maroc, etc.), correspond à un réel besoin de suivi des conditions de vie des ménages, de leur vulnérabilité face aux chocs extérieurs, de l'évolution des niveaux de pauvreté, etc.. On peut quand même parfois dénoncer, un effet de mode face à la nouveauté d'un tel instrument dont les limites ne sont pas encore totalement surmontées. Cela peut d'ailleurs porter préjudice à l'instauration de tels instruments dont on commence à peine à bien percevoir les capacités analytiques et d'innovation méthodologiques. Il faut donc faire porter les efforts de recherche actuels sur l'approfondissement des capacités de ces instruments et, à partir des résultats des expériences en cours, sur l'élaboration de guides méthodologiques illustrés d'exemples pratiques.

Cependant certaines difficultés persistent concernant leur mise en œuvre ou leur représentativité. Ceci n'empêche pour autant d'explorer d'autres voies en parallèle, tantôt sous la forme de systèmes de suivi articulant les différentes sources de production de données existantes - comme au Cameroun (Kingné et Dubois 1999) ou en Mauritanie - , tantôt sous la forme d'enquêtes à phases ou à passages répétés portant sur des thématiques plus ciblées.

Références bibliographiques

Aho G., 1998, "Un système d'information permanent pour l'analyse de la pauvreté" in *Manuel d'analyse de la pauvreté. Applications au Bénin*, G. Aho, S. Larivière, F. Martin (eds), Université nationale du Bénin, Université Laval, PNUD, pp. 339-365.

Banque mondiale, 2000, *Attacking Poverty : World Development Report 2000*, Washington, mimeo, 282 p.

Banque mondiale, 1990, *La Pauvreté*, Rapport sur le développement dans le monde, Washington, 287 p.

Clignet R. (dir.), 1998, *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, ORSTOM, Paris, 301 p.

- Droy I. et Parent M., 1999, *Les observatoires ruraux à Madagascar : de l'expérience du projet MADIO à la création d'un réseau des observatoires ruraux*. Document préparatoire à l'atelier sur le Réseau des Observatoires Ruraux, 19 p.
- Droy I., Ratovoarinony R., Roubaud F., 2000, "Les observatoires ruraux à Madagascar 1995-1998 : une méthodologie originale pour le suivi des campagnes", *Stateco*, INSEE, Paris (20 p. à paraître).
- Dubois J-L. et Amin A., 2001, "L'évolution de la pauvreté au Cameroun : où en sommes-nous ? ", CEPED-IFORD, Paris, (16 p. à paraître).
- Dubois J-L., 1996a, "Quels systèmes d'information pour les politiques de lutte contre la pauvreté", 1996, in *Cahiers des Sciences Humaines* vol.32 n°4, ORSTOM, Paris, pp. 869-892.
- Dubois J-L., 1996b, "Des observatoires pour suivre les effets de la dévaluation du franc CFA", *Change, compétition et répartition des rôles entre monnaies, Économie et Sociétés - Cahiers de l'ISMÉA*, P 33, tome XXX n°1, Grenoble, pp. 205-220.
- Fauroux E., 1992, *Grille UOP pour l'observation du changement : Ouest et Sud-Ouest de Madagascar*, Antananarivo, 6 p.
- Herpin N. et Verger D. (eds.), 1997, *Mesurer la pauvreté aujourd'hui*, Economie et Statistique n°308-309-310, INSEE, Paris, 272 p.
- Herrera J., 2000, "Poverty Dynamics in Peru, 1997-1999", Communication au séminaire *Distribution des revenus, pauvreté et bien-être*, 26-27 octobre 2000, Paris, 36 p.
- Kingné A. et Dubois J-L., 1999, *Proposition d'un système de suivi de la pauvreté*, Direction de la Statistique (DSCN) et Banque Mondiale, Yaoundé, multigr. 30 p.
- Lachaud J-P., 2000, *La pauvreté aux Comores : concepts, mesure et analyse*, PNUD, RFIC, OIT, Moroni, 219 p.
- Lachaud J-P., 1998a, "La pauvreté en Mauritanie : une approche multidimensionnelle", *Document de travail* n/31, Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 62 p.
- Lachaud J-P., 1998b, "Pauvreté et choix méthodologiques : le cas de la Mauritanie", *Document de travail* n/22, Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- MADIO, 1996, 1997, 1998, 1999, *Un aperçu de l'état des campagnes malgaches. Les observatoires ruraux*. Synthèse des premiers résultats d'enquête sur les observatoires ruraux : Antalaha, Antsirabe, Marovoay, Tuléar. Antananarivo.
- Mucchielli A. (dir), 1996, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Armand Colin, Paris, 275 p.
- Mullon C. et Piron M., 1998, "Sur la méthodologie de mise en place des observatoires socio-économiques" in *De l'observation à l'analyse, implication de la biométrie dans les pays en développement*, *Journal de la Société française de biométrie* n/15, pp. 61-77
- ODHD [Observatoire du développement humain durable], 1999, *Croissance, Équité et pauvreté*, Rapport national sur le développement humain durable, PNUD et Banque mondiale, Bamako, 108 p.
- Perkette H. et Monod A., 1998, "Les observatoires, pour quoi faire ?", *Actualités de la formation permanente* n/155, Centre Inffo, Paris, pp.15-80
- Piron M., 1996, "Systèmes d'information et observatoires en sciences sociales : quel impact sur les démarches de recherche ?", *Cahiers des sciences humaines*, 32 (4) 96 : 765-784.
- PNUD [Programme des Nations-Unies pour le Développement], 1997, *Rapport mondial sur le développement humain 1997 : le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté*, Economica, Paris, 268 p.
- Ponty N., 1998, "Mesurer la pauvreté dans un pays en développement", *Stateco* n/90-91, INSEE, Paris, pp. 53-67
- Ravallion M., 1992, "Poverty Comparisons: A Guide to Concepts and Methods", *LSMS Working Papers*, n/88, The World Bank, Washington.
- ROR [Réseau Observatoires Ruraux], 2000, Les ménages ruraux durant la campagne 1999, *Les Cahiers du ROR* n/1, Antananarivo, 46 p.

Sen A.K., 1993, "Capability and Well-Being", in *The Quality of Life*, Clarendon Press, Oxford.

Wauty C., 1999, *Le secteur agricole à Madagascar : pauvreté, analyse dynamique et statique*, mémoire, Faculté universitaire des sciences économiques de Gembloux, 92 p.